

part of eex group



# EPEX SPOT contribution à la consultation sur le prix de l'électricité en France

27.09.2023  
Paris

Mesdames, Messieurs,

En tant qu'opérateur de marchés de l'électricité, nous souhaitons vous faire part de notre expérience et notre connaissance du fonctionnement des marchés de l'électricité, de la formation des prix de l'électricité et de l'impact des signaux de prix dans le cadre de la réforme du marché de l'électricité. Les marchés de l'électricité sont extrêmement complexes et une intervention réglementaire sur le marché peut avoir des effets indésirables. Dans notre prise de position, nous souhaitons donc aborder les risques et présenter des solutions alternatives qui, à notre avis, doivent être prises en compte dans la discussion sur un soutien adéquat de l'industrie française.

## 1. Quels seraient les effets négatifs d'un prix de l'électricité pour l'industrie sur le bon fonctionnement du marché de l'électricité, sur les consommateurs français et sur la réussite de la transition énergétique ?

### ▪ Mauvaises incitations sur le marché de l'électricité et pour la protection du climat

Proposer un prix réduit aux consommateurs industriels, en période de prix élevés sur le marché de gros, limite leurs incitations à se couvrir à long terme sur le marché à terme ou via des PPAs (Power Purchase Agreement – Contrat d'achat d'électricité). Cela va à l'encontre des efforts politiques visant à augmenter la liquidité sur les marchés à terme, comme proposé entre autres dans le cadre de la réforme des marchés de l'électricité de l'Union Européenne (UE).

De plus, proposer aux consommateurs industriels un prix réduit en période de prix élevés sur les marchés de gros, risque de les désinciter à réagir aux signaux de prix qui sont de vrais indicateurs des tensions sur l'équilibre offre/demande. Les incitations à agir en fonction du marché disparaissent: si une partie des gros consommateurs ne sont pas exposés aux prix de marchés, leur absence de réactivité aux prix risque de peser davantage sur le reste de la demande qui devra alors supporter des prix plus élevés dus à une plus forte inélasticité d'une partie de la demande. A long terme, les consommateurs industriels seraient moins incités à modérer leur consommation et investir dans la flexibilité pour réduire leur facture tout en participant à l'équilibre du réseau. En conséquence, l'efficacité du marché diminue et il y a des coûts globaux plus élevés pour tout le système électrique. Les prix augmentent donc pour tous les autres consommateurs qui ne bénéficient pas du prix de l'électricité de l'industrie subventionné.

Les entreprises qui bénéficient de la réduction du prix de l'électricité pour l'industrie sont automatiquement moins incitées à économiser de l'électricité, car celle-ci est rendue artificiellement moins chère. Ces effets de la subvention des prix ont par exemple été observés en Espagne. L'introduction dans ce pays en juin 2022 d'un plafond de prix pour le gaz naturel a entraîné une augmentation de la consommation de gaz d'environ 40% pendant les trois premiers mois du plafond de prix, ceci au détriment des objectifs énergétiques et climatiques de l'UE.

### ▪ Coût de financement

Un prix réduit de l'électricité pour les consommateurs industriels peut aussi s'avérer très coûteux pour toute la société. En effet, ce dispositif peut représenter jusqu'à plusieurs milliards d'euros pour les finances publiques. En Allemagne par exemple, le Ministère de l'Economie et de la Protection du Climat BMWK estime qu'un prix de l'électricité pour l'industrie allemande coûterait entre 25 et 30 milliards d'euros d'ici 2030. C'est un montant qui ne peut être utilisé pour des investissements dans la transition énergétique, investissements qui, eux, permettraient de réduire structurellement les coûts de l'électricité pour tous les consommateurs.

## ▪ Inégalités de répartition

Il serait difficile de trancher quelles entreprises pourraient bénéficier d'un prix de l'électricité pour l'industrie. La procédure d'identification des acteurs éligibles entraînerait inéluctablement des tensions. Les entreprises qui ne bénéficieraient pas d'un prix de l'électricité pour l'industrie seraient désavantagées. Les mesures visant à faire baisser structurellement les prix de l'électricité, par exemple en développant le parc d'énergies renouvelables, représentent des solutions alternatives que nous promouvons.

## ▪ Obstacles juridiques en matière d'aide d'Etat

Un prix national de l'électricité pour les industriels devrait probablement être approuvé par la Commission. Or, cette dernière s'est déjà prononcée à plusieurs reprises contre un prix européen de l'électricité pour l'industrie. Elle s'est récemment montrée hostile aux projets allemands d'introduction d'un prix de l'électricité pour l'industrie allemande.<sup>1</sup> Il est donc incertain qu'un prix français de l'électricité pour l'industrie puisse recevoir le feu vert de Bruxelles.

## 2. Quelles sont donc les alternatives à privilégier?

Il existe des alternatives pour aider les industries électro-intensives à réduire leurs coûts d'électricité qui, d'une part, n'ont pas d'impact négatif sur le marché de l'électricité, et, d'autre part, soutiennent la décarbonation. Nous recommandons vivement d'envisager ces alternatives, notamment :

### ▪ Les énergies renouvelables prêtes à être commercialisées et les PPAs, une meilleure alternative à long terme

Le développement accéléré des énergies renouvelables aux coûts marginaux faibles permet de faire baisser structurellement les prix de l'électricité.

Les Corporate PPAs permettent aux consommateurs industriels de conclure avec des producteurs d'énergie renouvelable des contrats d'achat d'électricité à long terme qui, grâce à des garanties d'origine, sont identifiés comme une source d'énergie entièrement verte. Dans ce sens, il existe des contrats de fourniture directe et des garanties de prix de l'électricité verte, tant pour l'industrie que pour les producteurs, de sorte qu'il n'est pas nécessaire que l'Etat intervienne. Dans ce contexte, il est préférable que l'Etat facilite plutôt la conclusion de PPAs pour l'industrie, par exemple à travers des programmes de garantie financière, des exonérations de responsabilité et la prévention de désavantages en matière de notation de crédit.

Dans le cadre de ces investissements privés, le gouvernement français devrait en outre examiner dans quelle mesure les instruments fiscaux sont des alternatives appropriées, tels que la réduction de la taxe sur l'électricité, les crédits d'impôt, les possibilités d'amortissement et des aides directes à l'investissement. Ces mesures alternatives seraient des mesures en dehors du marché de l'électricité et contribueraient à un environnement plus favorable à l'investissement.

<sup>1</sup> <https://www.euractiv.fr/section/energie-climat/news/margrethe-vestager-appelle-a-la-prudence-face-au-plan-allemand-de-subsidies-de-lelectricite/>; <https://www.ft.com/content/2435acf5-afd4-4e13-aa91-32b303959f40>

## ▪ Compensation du prix de CO<sub>2</sub> comme alternative à court terme

La compensation du prix de CO<sub>2</sub> représente une autre alternative. Elle permet de compenser de manière très ciblée la hausse des prix de l'électricité. L'augmentation des coûts de l'électricité à la suite de la hausse des prix du CO<sub>2</sub> peut être développée davantage. De plus, il s'agit d'un instrument qui est autorisé par le règlement des aides d'Etat.

De manière générale, et bien que la consultation ne mentionne pas la structure du mécanisme pour proposer un prix aux consommateurs industriels, nous souhaitons recommander d'éviter des mécanismes tels que les Contrats pour la différence (CfD) car ils risquent de créer des distorsions sur les marchés de court et long terme. En particulier la proposition de CfD vert pour les clients industriels en discussion en Allemagne nous semble couteux pour l'Etat et comporte un risque de financement en cas d'évolution des prix de référence.

Nous restons à votre disposition pour toute question ou pour un échange plus approfondi sur les thèmes mentionnés dans cette note.

\* \* \*

## A propos d'EPEX SPOT

La bourse européenne de l'électricité EPEX SPOT et ses filiales gèrent les marchés physiques de l'électricité à court terme en Europe centrale et occidentale, au Royaume-Uni, en Suisse, dans les pays nordiques et en Pologne. En outre, EPEX SPOT propose depuis peu des marchés locaux de flexibilité et des enchères de garanties d'origine afin de promouvoir l'intégration des énergies renouvelables et d'encourager l'engagement des consommateurs et des producteurs sur le marché de l'électricité.

En tant que membre d'EEX Group, un groupe d'entreprises spécialisé dans les marchés internationaux de matières premières, EPEX SPOT s'est engagée à créer un marché de l'électricité paneuropéen. Plus de 350 membres de la bourse échangent de l'électricité sur EPEX SPOT. Par le biais de la holding HGRT, les gestionnaires de réseau de transport détiennent 49 % des parts d'EPEX SPOT. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site [www.epexspot.com](http://www.epexspot.com).

## Contact

Davide Orifici  
 Director of Public & Regulatory Affairs  
 EPEX SPOT  
[d.orifici@epexspot.com](mailto:d.orifici@epexspot.com)